

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/VEN/1
27 mai 2002

(02-2903)

Comité des licences d'importation

Original: espagnol

ACCORD SUR LES PROCEDURES DE LICENCES D'IMPORTATION¹

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord

VENEZUELA

La Mission permanente du Venezuela a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, datée du 16 mai 2002.

I.	ADMINISTRATION DE CONTINGENTS TARIFAIRES APPLICABLES À UN ENSEMBLE DE PRODUITS AGRICOLES	1
II.	PERMIS D'IMPORTATION À DES FINS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	5
III.	PERMIS D'IMPORTATION À DES FINS DE SANTÉ PUBLIQUE	8
IV.	PERMIS D'IMPORTATION AUX FINS DE LA SÉCURITÉ D'ÉTAT	11
V.	PERMIS D'IMPORTATION D'APPAREILS, D'ÉQUIPEMENTS ET DE MACHINES À SOUS	13
VI.	PERMIS D'IMPORTATION DE CHUTES DE TISSUS NEUVES PROVENANT DU SECTEUR DE LA CONFECTION	15
	ANNEXE 1²	17

I. ADMINISTRATION DE CONTINGENTS TARIFAIRES APPLICABLES A UN ENSEMBLE DE PRODUITS AGRICOLES

Description succincte des régimes

1. Régime d'administration des contingents tarifaires applicables à un ensemble de produits agricoles, conformément aux engagements d'accès minimal pris par le Venezuela dans le cadre des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay. L'octroi de la licence d'importation incombe à la Direction générale de la commercialisation agricole du Ministère de l'agriculture et des terres. Actuellement, le Venezuela applique le contingent en question à un nombre limité de positions mentionnées dans ses Listes d'engagements, comme l'indiquent les notifications qu'il a présentées au Comité de l'agriculture et au Comité des licences d'importation de l'OMC.

¹ Le questionnaire figure dans l'annexe du document G/LIC/3.

² Les annexes 2 et 3 peuvent être consultées au Secrétariat (Division de l'accès aux marchés) (en espagnol seulement).

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Le régime s'applique à un ensemble de 70 sous-positions tarifaires correspondant aux produits agricoles mentionnés dans la section I-B de la Liste LXXXVI relative aux engagements pris par le Venezuela dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Actuellement, le Venezuela applique les contingents au moyen de licences d'importation (voir l'annexe 1).

3. Les licences d'importation sont attribuées sans discrimination quant au pays d'origine de la marchandise. Le critère essentiel de répartition du contingent est celui des importations antérieures, une partie étant réservée aux nouveaux importateurs.

4. Le régime de licences a pour objet l'administration des contingents tarifaires découlant des engagements d'accès minimal et courant pris par le Venezuela dans le cadre des négociations du Cycle d'Uruguay. Voir liste LXXXVI, section I-B.

5. Le régime de licences d'importation est impératif en ce qui concerne les produits auxquels le Venezuela applique actuellement des contingents (voir l'annexe 1). Le pouvoir exécutif, représenté par le Ministère de l'agriculture et des terres, peut décider de mettre en place des contingents pour d'autres produits, en plus de ceux qui sont mentionnés dans la section I-B de la Liste d'engagements du Venezuela. Il peut également décider d'abroger le régime de licences d'importation sans avoir, pour ce faire, à obtenir l'approbation de l'Assemblée nationale.

Les fondements juridiques du régime de licences d'importation sont les suivants:

- Journal officiel de la République du Venezuela n° 5.039, édition spéciale du 9 février 1996, dans lequel a été publié le Décret n° 989 du 20 décembre 1995 contenant le tarif douanier;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 36.831, du 17 novembre 1999, dans lequel a été publiée la Résolution n° 282 du Ministère des finances et n° 627 du Ministère de la production et du commerce intitulée "Régime de contingents tarifaires applicables aux produits de la section I-B de la Liste LXXXVI (négociations sur l'agriculture menées dans le cadre du Cycle d'Uruguay du GATT)";
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 36.142, du 6 février 1997, dans lequel a été publiée la Résolution portant institution du régime de contingent tarifaire applicable au maïs et au sorgho, adoptée à la suite des négociations sur l'agriculture menées dans le cadre du Cycle d'Uruguay et Journal officiel n° 36.831, du 17 novembre 1999, dans lequel a été publiée la Résolution n° 284 du Ministère des finances et n° 628 du Ministère de la production et du commerce, relative à l'application du régime de contingents tarifaires applicable au maïs jaune et au sorgho;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 36.831, du 17 novembre 1999, dans lequel a été publiée la Résolution n° 285 du Ministère des finances et n° 631 du Ministère de la production et du commerce, relative au régime de contingents tarifaires applicable au lait et aux fromages;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 36.835, du 23 novembre 1999, dans lequel est énoncé le régime de contingents tarifaires applicable au sucre de canne.
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 36.850, du 14 décembre 1999, dans lequel ont été publiées les Résolutions n° 292, 293, 294 et 295 du Ministère des

finances portant modification partielle du Décret n° 989, du 20 décembre 1995 (Tarif douanier), en ce qui concerne le niveau des droits consolidés applicables aux produits figurant dans la liste de produits soumis à des licences d'importation;

- Journal officiel de la République bolivarienne du Venezuela n° 37.082, du 21 novembre 2000, dans lequel a été publiée la Résolution n° 648 du Ministère des finances et n° 607 du Ministère de la production et du commerce, portant prorogation de la Résolution conjointe de ces ministères portant respectivement les n° 282 et 627, pour une durée d'un an;
- Journal officiel de la République bolivarienne du Venezuela n° 37.147, du 23 février 2001, dans lequel a été publiée la Résolution n° 718 du Ministère des finances et n° 86 du Ministère de la production et du commerce, portant institution du régime de contingents tarifaires pour les produits énoncés dans la section I-B de la Liste LXXXVI résultant des négociations sur l'agriculture menées dans le cadre du Cycle d'Uruguay du GATT;
- Journal officiel de la République bolivarienne du Venezuela n° 37.155, du 9 mars 2001, dans lequel a été publiée la Résolution n° 723 du Ministère des finances, portant modification partielle de l'article 21 du Décret n° 989 du 20 décembre 1995, selon les modalités qui y sont énoncées;
- Journal officiel de la République bolivarienne du Venezuela n° 37.327, du 19 novembre 2001, dans lequel a été publiée la Résolution conjointe n° 841 du Ministère des finances et n° 836 du Ministère de la production et du commerce, portant prorogation, pour une durée d'un an, de l'ensemble des dispositions de la Résolution conjointe n° 289 et n° 630, du 12 novembre 1999;
- Journal officiel de la République bolivarienne du Venezuela n° 37.329, du 21 novembre 2001, dans lequel a été publiée la Résolution conjointe n° 848 du Ministère des finances et n° 898 du Ministère de la production et du commerce, portant prorogation, pour une durée d'un an, de l'ensemble des dispositions de la Résolution conjointe n° 285 et n° 631 du 15 novembre 1999.

Modalités d'application

6. I. Le Ministère de l'agriculture et des terres porte à la connaissance des intéressés les modalités et prescriptions concernant l'obtention des licences, ainsi que les formalités de dépôt des demandes de licences, à la faveur d'un avis publié dans les journaux nationaux. Le montant total du contingent, qui est réparti sans discrimination quant à l'origine de la marchandise, est rendu public. Le critère d'attribution du contingent est celui des importations antérieures. Aucune exception aux formalités de licences n'est prévue.

II. Le volume des contingents est fixé sur une base annuelle. En ce qui concerne les produits du sucre et du lait, le contingent est attribué sur une base trimestrielle.

III. Le contingent global est réparti sur la base des importations antérieures. Le nom des importateurs à qui des licences ont été attribuées est publié sur la page Web du Ministère de la production et du commerce. Pour faire en sorte que les licences accordées soient effectivement utilisées pour des importations, à chaque nouvelle demande de licence, l'importateur doit remettre un exemplaire de la licence précédente qui doit porter le tampon de la douane qui a permis l'entrée de la marchandise sur le territoire. Celui-ci doit, en outre, remettre un exemplaire de la déclaration en douane. Il doit indiquer l'usage qu'il a fait de la licence, ainsi que le montant du contingent qui lui était attribué, dont il ne s'est pas servi. Le volume qui n'a pas été utilisé est de nouveau inclus dans le

contingent attribué à l'importateur aux fins de garantir l'approvisionnement du marché national et le respect des engagements en matière d'accès pris par le Venezuela dans le cadre du Cycle d'Uruguay.

IV. À partir de la publication de l'ouverture du processus de demandes de licences, au moyen d'un avis officiel, les intéressés ont 21 jours ouvrables pour présenter la documentation requise.

V. L'examen des demandes de licences prend dix jours ouvrables.

VI. Une fois la licence accordée, l'importateur peut entreprendre l'importation, étant entendu que la licence a une validité de trois mois.

VII. Oui. L'examen des demandes de licences est réalisé par une Commission interministérielle réunissant le Ministère des finances, le Ministère de la production et du commerce et le Ministère de l'agriculture et des terres.

VIII. Les demandes de licences d'importation sont examinées au terme du délai de dépôt et non à mesure qu'elles sont déposées. Le contingent est réparti sur la base des importations réalisées antérieurement (importations antérieures) auxquelles on applique un facteur de pondération proportionnel à la participation de chaque entreprise pendant la période considérée (les deux dernières années). Les nouveaux importateurs se voient attribuer 10 pour cent du contingent du produit en termes de volume.

IX. Sans objet.

X. Sans objet.

XI. Sans objet.

7. La Loi douanière organique dispose, conformément à l'article 86, que les marchandises doivent être conformes au régime douanier en vigueur à la date de leur entrée dans la zone primaire, l'importateur devant présenter toute la documentation requise.

8. Lorsqu'une demande de licence est rejetée, les causes du rejet sont notifiées à l'importateur qui a un droit de recours ordinaire et judiciaire vis-à-vis de cette décision de l'Administration, conformément aux dispositions de la Loi organique de procédure administrative.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toute personne, entreprise ou institution est habilitée à demander une licence d'importation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Sur le formulaire de demande de licences d'importation émis par la Direction générale de la commercialisation agricole du Ministère de l'agriculture et des terres doivent figurer les données concernant l'entreprise, le code et la désignation tarifaire du produit qui doit être importé, le volume d'importation souhaité et le nom du représentant légal de l'entreprise (voir l'annexe 2).

L'importateur doit, en outre, joindre au formulaire de demande de licence d'importation les documents suivants: une copie de l'inscription de l'entreprise importatrice au registre du commerce, une copie de l'enregistrement du produit auprès du Ministère de la santé et du développement social, les chiffres relatifs aux importations des deux dernières années, une déclaration sous serment dans laquelle l'importateur dit avoir connaissance des normes d'étiquetage des produits alimentaires et s'y conformer et une copie des manifestes de la dernière importation.

11. Lors de l'importation effective, l'importateur doit présenter la licence d'importation qui lui a été délivrée par le Ministère de l'agriculture et des terres.

12. Les importateurs doivent s'acquitter d'un droit de timbre équivalant à 15 unités fiscales, conformément à l'article 10 de la Loi relative aux timbres fiscaux et à l'article 229 du Code des impôts.

13. Aucun versement de dépôt ou paiement préalable n'est exigé pour l'émission des licences d'importation.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La durée de validité de la licence est de trois mois et elle peut être prolongée si à la date d'échéance la licence n'a pas été utilisée pour des raisons indépendantes de la volonté de l'importateur. Pour cela, l'importateur doit rédiger une demande de prorogation, pour le même volume et le même délai, et joindre à sa demande l'original de la licence arrivée à échéance.

15. Aucune sanction n'est prévue en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

16. Les licences sont incessibles.

17. Sans objet.

Autres formalités

18. Non.

19. Au Venezuela, la monnaie fait l'objet d'une libre convertibilité. Aucune restriction n'est établie en matière d'accès des devises au marché.

II. PERMIS D'IMPORTATION A DES FINS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Description succincte des régimes

1. Permis du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables. En ratifiant le Protocole de Montréal, en 1987, le Venezuela s'est engagé à éliminer les substances nuisibles pour la couche d'ozone, telles que les chloro-fluoro-carbones et autres substances à cause desquelles une quantité accrue de rayons ultraviolets atteignent la surface de la terre et engendrent des cancers de la peau et autres pathologies. Le permis d'importation délivré par le Ministère de l'environnement a pour objet de limiter l'importation des substances qui appauvrissent la couche d'ozone conformément aux dispositions du Protocole de Montréal.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Le régime de permis d'importation de substances qui appauvrissent la couche d'ozone est appliqué à un ensemble de 57 sous-positions tarifaires (voir l'annexe 1).

3. Les permis d'importation sont délivrés sans discrimination quant au pays d'origine de la marchandise.

4. Les permis d'importation ont pour objet de garantir la conservation, la protection et le maintien de la couche d'ozone, au profit de la qualité de vie.

5. Le régime des permis d'importation est impératif. Le pouvoir exécutif est habilité à abroger le régime de licences sans autorisation du pouvoir législatif mais n'est pas habilité à déterminer les produits auxquels il s'applique.

Les dispositions juridiques établissant ce régime sont les suivantes:

- Journal officiel de la République du Venezuela, n° 5.039, édition spéciale du 9 février 1996, dans lequel a été publié le Décret n° 989 du 20 décembre 1995 contenant le tarif douanier;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 31.004, du 16 juin 1976, dans lequel a été publiée la Loi organique sur l'environnement;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 34.010, du 19 juillet 1988, dans lequel a été publiée la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 34.134, du 11 janvier 1989, dans lequel a été publié le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 5.293, édition spéciale du 13 août 1999, dans lequel a été publié le Décret n° 3.220 relatif aux "Règles visant à réduire la consommation des substances appauvrissant la couche d'ozone".

Modalités d'application

6. I. Le Décret n° 3.220 relatif aux "Règles visant à réduire la consommation des substances appauvrissant la couche d'ozone", publié dans l'édition spéciale du Journal officiel n° 5.293 du 13 août 1999, établit les plafonds d'importation (exprimés en kg) applicables jusqu'en 2010 à chaque substance appauvrissant la couche d'ozone utilisée comme matière première. Ces plafonds correspondent à la moyenne des importations de chaque substance entre 1995 et 1997. De même, le Décret en question énonce les formalités de dépôt des demandes de permis d'importation. Le critère de détermination du volume global autorisé (en kg) pour l'importation de substances appauvrissant la couche d'ozone est indépendant du pays d'origine de la marchandise. Aucune exception au régime de permis n'est prévue.

II. Le volume global a été déterminé sur la base de la moyenne des importations réalisées entre 1995 et 1997. Les importations ne pourront pas excéder ce volume entre le 1^{er} janvier 1999 et le 31 décembre 2004. À partir du 1^{er} janvier 2005, le plafond établi pour les importations sera abaissé de 50 pour cent; à partir du 1^{er} janvier 2007, il sera réduit de 80 pour cent et à partir du 1^{er} janvier 2010, de 100 pour cent. La durée de validité des permis est de six mois, ce qui signifie qu'ils expirent au 30 juin et au 31 décembre de chaque année.

III. Pour faire en sorte que les permis accordés soient utilisés pour des importations, les intéressés doivent prouver le volume de ces substances soumises à restriction qu'ils ont effectivement importé, information qui servira à déterminer la base du contingent à attribuer pour la période suivante. Le reliquat des attributions est reporté dans le contingent de l'importateur. Des informations concernant l'administration de ce régime sont fournies par l'intermédiaire des mécanismes d'évaluation et d'examen des mesures établis par le Protocole de Montréal.

IV. Les demandes de permis d'importation doivent être déposées avant la fin de chaque semestre.

VI. Une fois le permis accordé, l'importateur peut entreprendre l'importation, étant entendu que le permis a une durée de validité de six mois.

VII. Oui. L'examen des demandes de permis est réalisé par la Direction de la qualité de l'air du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables.

VIII. Les demandes de permis d'importation sont examinées au terme du délai de dépôt et non à mesure qu'elles sont déposées. Les permis sont attribués aux entreprises inscrites avant l'entrée en vigueur du Décret n° 3.220 qui ont réalisé des importations entre 1995 et 1997. La moyenne de ces importations constitue la base sur laquelle sont établies les quantités attribuées pour l'importation, moyennant des réductions par la suite, comme il a été indiqué dans la réponse à la question 6.II.

IX. Sans objet.

X. Sans objet.

XI. Sans objet.

7. Sans objet.

8. Lorsqu'une demande de licence est rejetée, les causes du rejet sont notifiées à l'importateur qui a un droit de recours ordinaire et judiciaire vis-à-vis de cette décision de l'Administration, conformément aux dispositions de la Loi organique de procédure administrative.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Non. Conformément aux dispositions de l'article 4 du Décret n° 3.220 seules les entreprises inscrites au Registre des importateurs de substances appauvrissant la couche d'ozone, peuvent déposer une demande de permis.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Dans la demande d'importation de substances appauvrissant la couche d'ozone doivent être indiquées l'identité du demandeur et des informations concernant l'importation telles que la position tarifaire et la désignation du produit, et l'entreprise qui transformera la marchandise (voir l'annexe 3).

L'importateur doit, en outre, joindre un exemplaire des formules A, B et C attestant de la quantité importée, ainsi que la dernière autorisation qui lui a été accordée et la lettre de consentement préalable du pays d'origine de la substance qui doit être importée, qui aura été demandée à l'autorité compétente, conformément aux dispositions du Protocole de Montréal ou, à défaut, la licence d'exportation émise par l'autorité en question.

11. Lors de l'importation effective, l'importateur doit présenter le permis d'importation de substances appauvrissant la couche d'ozone.

12. Aucun droit ou redevance administrative n'est perçu pour la délivrance des permis.

13. Aucun versement de dépôt ou paiement préalable n'est exigé pour l'émission des licences d'importation.

14. Les permis d'importation sont valables uniquement pour le semestre au cours duquel il est indiqué que l'importation doit être réalisée et ne peuvent être prolongés.

15. Aucune sanction n'est prévue.

16. Les permis sont incessibles.

17. Sans objet.

Autres formalités

18. Non.

19. Au Venezuela, la monnaie fait l'objet d'une libre convertibilité. Aucune restriction n'est établie en matière d'accès des devises au marché.

III. PERMIS D'IMPORTATION A DES FINS DE SANTE PUBLIQUE

Description succincte des régimes

1. Afin de protéger la santé publique, le Venezuela applique les régimes d'importation ci-après:
 - a) Permis du Ministère de la santé et du développement social. Ces permis sont exigés pour l'importation de certains aliments, médicaments et principes actifs. La Direction de l'hygiène des produits alimentaires et la Direction des drogues, médicaments et cosmétiques du Ministère de la santé et du développement social sont les organismes administratifs chargés d'évaluer, selon le cas, les conditions nécessaires à l'attribution de ces licences automatiques. Les importateurs de denrées alimentaires doivent procéder à l'enregistrement sanitaire des aliments ou boissons alcooliques, procédé qui permet d'examiner la denrée alimentaire sur le plan technique, et de déterminer si elle est propre à être consommée par l'homme, conformément aux normes COVENIN, au Règlement général relatif aux aliments ou aux dispositions spéciales du Ministère de la santé et du développement social. Les importateurs de médicaments et de principes actifs doivent procéder à un enregistrement préalable à l'importation, procédé qui a pour but d'assurer l'efficacité, l'innocuité et la qualité des médicaments qui doivent être importés. Tout médicament soumis à la procédure d'enregistrement sanitaire sera évalué par l'Institut national de l'hygiène "Rafael Rangel", qui procédera aux analyses de contrôle établies par les dispositions législatives nationales applicables.
 - b) Permis du Ministère de la production et du commerce. Conformément aux dispositions de la Loi relative aux narcotiques et substances psychotropes, l'importation des produits sur lesquels porte cette Loi, ainsi que leurs dérivés et leurs sels, est limitée aux quantités strictement nécessaires pour la production légale de médicaments ou la recherche scientifique, et seules les personnes habilitées par la loi peuvent prendre part à tout ce qui est lié à ces substances. Les industries non pharmaceutiques dotées d'une personnalité morale souhaitant importer une de ces substances à une fin autre que la fabrication de médicaments doivent déposer une demande d'inscription et de permis d'importation y afférents auprès de la Direction générale des secteurs industriels du Ministère de la production et du commerce.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Le régime de permis d'importation concernant les aliments et les médicaments s'applique au total à 301 sous-positions tarifaires. Le permis d'importation concernant les narcotiques, leurs dérivés et leurs sels, s'applique au total à 23 sous-positions tarifaires (voir l'annexe 1).
3. Les permis d'importation sont délivrés sans discrimination quant au pays d'origine de la marchandise.
4. Les permis d'importation ont pour objet de préserver la santé et la vie des personnes.

5. Les régimes des permis d'importation sont impératifs. Le pouvoir exécutif est habilité à abroger le régime de licences sans autorisation du pouvoir législatif, ainsi qu'à déterminer les produits auxquels ce régime s'applique.

Les dispositions juridiques établissant les régimes en question sont les suivantes:

- Journal officiel de la République du Venezuela n° 5.039, édition spéciale du 9 février 1996, dans lequel a été publié le Décret n° 989 du 20 décembre 1995 contenant le tarif douanier;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 25.864, du 16 janvier 1959, dans lequel a été publié le Décret n° 501 par lequel le Règlement général relatif aux aliments a été promulgué;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 35.921, du 15 mars 1996, dans lequel a été publiée la Résolution SG 081 du Ministère de la santé et du développement social par laquelle les nouvelles règles en rapport avec le Règlement général relatif aux aliments ont été promulguées;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 37.006, du 3 août 2000, dans lequel a été publiée la Loi sur les médicaments;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 16.551, du 7 juillet 1928, dans lequel a été publiée la Loi relative à l'exercice de la pharmacie;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 4.636, édition spéciale du 30 septembre 1993, dans lequel a été publiée la Loi sur les narcotiques et substances psychotropes;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 36.545, du 23 septembre 1998, dans lequel a été publiée la Résolution conjointe n° 5.055 du Ministère des finances, n° 864 du Ministère de la défense, n° 094 du Ministère de l'industrie et du commerce, n° 63.699 du Ministère de la santé et de l'aide sociale et n° 165 du Ministère de la justice, régissant les procédures relatives à l'importation, l'exportation ou la commercialisation sur le marché intérieur de substances chimiques répertoriées dans la Résolution conjointe désignant les produits chimiques essentiels soumis à une limitation conformément aux dispositions de l'article 2 de la Loi relative aux narcotiques et substances psychotropes;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 36.705, du 20 mai 1999, dans lequel a été publiée la Résolution conjointe n° 107 du Ministère des finances et n° 350 du Ministère de l'industrie et du commerce, portant modification de l'article 21 du Décret n° 989 du 20 décembre 1995, par lequel le tarif douanier pour l'importation des marchandises correspondant aux positions tarifaires qui y sont indiquées a été promulgué.

Modalités d'application

6. Sans objet.

7. La Loi douanière organique dispose, conformément à l'article 86, que les marchandises doivent être conformes au régime douanier en vigueur à la date de leur entrée dans la zone primaire, l'importateur devant présenter toute la documentation requise. Les demandes de licences d'importation peuvent être déposées de cinq à 20 jours ouvrables avant la date d'importation, ce qui

correspond au délai minimal prescrit pour leur traitement, sans restriction quant à la période de l'année à laquelle elles peuvent être déposées auprès de l'organisme responsable, en fonction du produit dont il s'agit, à savoir: la Direction de l'hygiène des aliments et la Direction des drogues, médicaments et cosmétiques du Ministère de la santé et du développement social pour les aliments, médicaments et principes actifs, respectivement, et la Direction générale de l'industrie du Ministère de la production et du commerce pour l'importation de narcotiques et de substances psychotropes, ainsi que pour leurs dérivés et leurs sels. Pour ce dernier groupe de produits, l'importateur doit s'inscrire auprès de la Direction générale des secteurs industriels du Ministère de la production et du commerce et se faire enregistrer auprès de la Division générale de la lutte contre les drogues de la Police judiciaire technique.

8. Lorsqu'une demande de permis est rejetée, les causes du rejet sont notifiées à l'importateur qui a un droit de recours ordinaire et judiciaire vis-à-vis de cette décision de l'Administration, conformément aux dispositions de la Loi organique de procédure administrative.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toute personne, entreprise ou institution est habilitée à demander une licence d'importation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Sur le formulaire de demande de permis d'importation pour les produits alimentaires et médicaments faisant l'objet du régime en question doivent être indiqués l'identité de l'importateur, le nom et la désignation du produit, sa position tarifaire, son pays d'origine, son utilisation et sa destination et le port ou aéroport d'entrée du produit (voir les annexes 4 et 5).

L'importateur doit, en outre, joindre au formulaire de demande de permis d'importation de denrées alimentaires un certificat sanitaire délivré par l'autorité compétente du pays d'origine et authentifié par un consulat vénézuélien et un certificat de vente et de consommation libre du pays d'origine, certifiant que le bien en question est commercialisé et consommé dans le pays d'origine. En ce qui concerne l'importation de médicaments, l'importateur doit fournir la preuve de l'inscription de l'entreprise au registre commercial, une copie du diplôme de pharmacien, une quittance de l'ordre des pharmaciens, un pouvoir délivré par la société mère à la filiale, un certificat sanitaire de vente libre dans le pays d'origine, la composition qualitative du produit et données analytiques y relatives.

Le formulaire de demande de permis d'importation pour les produits soumis à restriction par la Loi relative aux narcotiques et substances psychotropes doit indiquer l'identité de l'importateur, son numéro d'inscription au registre, la définition de la substance qui doit être importée, ainsi que la quantité et la douane d'arrivée.

En accompagnement du formulaire de demande de permis, l'importateur doit indiquer son numéro d'inscription et son enregistrement auprès de la Division générale de lutte contre les drogues du service technique de la Police judiciaire.

11. Lors de l'importation effective, l'importateur doit présenter le permis sanitaire d'importation de denrées alimentaires ou de médicaments délivré par le Ministère de la santé et du développement social ou le permis d'importation de produits chimiques soumis à restriction et le numéro, ainsi que l'accusé de réception, de la notification adressée au Commando anti-drogue de la garde nationale.

12. Oui, les importateurs de denrées alimentaires et de médicaments doivent s'acquitter d'un droit de timbre équivalant à 232 bolívares par demande et à 11 600 bolívares par produit. En ce qui concerne les importateurs de produits soumis à restriction, conformément à la Loi relative aux narcotiques et substances psychotropes, les importateurs doivent s'acquitter d'un droit de timbre équivalant à 198 000 bolívares.

13. Aucun versement de dépôt ou paiement préalable n'est exigé pour l'émission des permis d'importation.

14. La durée de validité des permis d'importation de denrées alimentaires et médicaments est de quatre mois. La validité des permis d'importation des produits soumis à restriction conformément à la Loi relative aux narcotiques et substances psychotropes est de 180 jours. Ces périodes peuvent être prolongées pour autant que l'importation n'ait pas été réalisée pour des raisons indépendantes de la volonté de l'importateur.

15. Aucune sanction n'est prévue.

16. Les permis d'importation sont incessibles.

17. Non.

Autres formalités

18. Non.

19. Au Venezuela, la monnaie fait l'objet d'une libre convertibilité. Aucune restriction n'est établie en matière d'accès des devises au marché.

IV. PERMIS D'IMPORTATION AUX FINS DE LA SECURITE D'ETAT

Description succincte des régimes

1. Permis du Ministère de la défense conformément à la Loi sur les armes et les explosifs, du 12 juin 1939, qui dispose que les armes, ainsi que les munitions, attirails et outils de ces armes, qui y sont répertoriés, ne peuvent entrer dans le pays, sinon pour le compte du gouvernement. Les produits explosifs, quant à eux, ne peuvent être importés que sur autorisation expresse du Ministère de la défense.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Le régime de permis d'importation pour les armes et explosifs s'applique au total à 74 sous-positions nationales (voir l'annexe 1).

3. Les permis d'importation sont délivrés sans discrimination quant au pays d'origine de la marchandise.

4. Les permis d'importation ont pour objet de préserver la sécurité de l'État en permettant de lutter contre le commerce des armes, des munitions et du matériel de guerre, ainsi que d'autres articles et matériel destinés aux Forces armées.

5. Le régime des permis d'importation est impératif. Le pouvoir exécutif est habilité à abroger le régime de licences sans l'autorisation du pouvoir législatif et à déterminer les produits auxquels il s'applique.

Les dispositions juridiques établissant ce régime sont les suivantes:

- Journal officiel de la République du Venezuela n° 5.039, édition spéciale du 9 février 1996, dans lequel a été publié le Décret n° 989 du 20 décembre 1995 contenant le tarif douanier;

- Journal officiel de la République du Venezuela n° 19.900, du 12 juin 1939, dans lequel a été publiée la Loi sur les armes et les explosifs;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 20.107, du 13 février 1940, dans lequel a été publié le Règlement relatif à la loi sur les armes et les explosifs.

Modalités d'application

6. Sans objet.

7. La Loi douanière organique dispose, conformément à l'article 86, que les marchandises doivent être conformes au régime douanier en vigueur à la date de leur entrée dans la zone primaire, l'importateur devant présenter toute la documentation requise. Les demandes de licences d'importation peuvent être déposées 21 jours ouvrables avant la date d'importation, ce qui correspond au délai minimal prescrit pour leur traitement, sans restriction quant à la période de l'année à laquelle elles peuvent être déposées. La Direction de l'armement des Forces armées nationales du Ministère de la défense est l'organisme administratif chargé d'évaluer les demandes de permis.

8. Lorsqu'une demande de permis est rejetée, les causes du rejet sont notifiées à l'importateur qui a un droit de recours ordinaire et judiciaire vis-à-vis de cette décision de l'administration, conformément aux dispositions de la Loi organique de procédure administrative.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toute personne, entreprise ou institution est habilitée à demander une licence d'importation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Sur le formulaire de demande de permis d'importation d'armes et explosifs, doivent être indiqués les données concernant le représentant légal de l'entreprise enregistrée auprès de la Direction de l'armement des Forces armées, le bureau de douane d'entrée de la marchandise, les données concernant le fournisseur et la description du matériel qui doit être importé (voir l'annexe 6).

L'importateur doit, en outre, fournir une copie de l'inscription de l'entreprise au registre du commerce, un certificat de sécurité émis par le Service des sapeurs-pompiers, la liste du personnel travaillant dans l'entreprise, le procès-verbal de l'inspection préalable, le rapport de consommation des produits et les caractéristiques chimiques du produit qui doit être importé.

11. Lors de l'importation effective, l'importateur doit présenter le permis d'importation d'armes et explosifs.

12. Oui. Les importateurs doivent s'acquitter d'un droit de timbre équivalant à 60 unités fiscales, pour leur enregistrement, équivalant à 30 unités fiscales pour le renouvellement et à 30 unités fiscales pour l'inspection.

13. Aucun versement de dépôt ou paiement préalable n'est exigé pour la délivrance des permis d'importation.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La durée de validité des permis d'importation d'armes et explosifs est de trois mois et peut être prolongée.

15. Aucune sanction n'est prévue.

16. Les permis d'importation sont incessibles.

17. Non.

Autres formalités

18. Non.

19. Au Venezuela, la monnaie fait l'objet d'une libre convertibilité. Aucune restriction n'est établie en matière d'accès des devises au marché.

V. PERMIS D'IMPORTATION D'APPAREILS, D'EQUIPEMENTS ET DE MACHINES A SOUS

Description succincte des régimes

1. Permis de la Commission nationale des casinos, salles de bingo et machines à sous du Ministère des finances. Ce régime limite les importations d'appareils, d'équipements et de machines à sous utilisés comme jeux de chance, de pari et de hasard (position tarifaire 9504) et a pour objet de permettre de tenir un registre desdites importations et des personnes physiques et morales qui les réalisent.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Ce régime s'applique à la position tarifaire 9504 (voir l'annexe 1).

3. Les permis d'importation sont délivrés sans discrimination quant au pays d'origine de la marchandise.

4. Il a pour objet de permettre de tenir un registre des importations d'appareils, d'équipements et de machines à sous utilisés comme jeux de chance, de pari et de hasard, ainsi que des personnes physiques et morales qui réalisent lesdites importations.

5. Le régime de permis d'importation est impératif. Le pouvoir exécutif est habilité à abroger le régime de licences sans l'autorisation du pouvoir législatif, et à déterminer les produits auxquels il s'applique. La réglementation établissant ce régime est la suivante:

- Journal officiel de la République du Venezuela n° 5.039, édition spéciale du 9 février 1996, dans lequel a été publié le Décret n° 989 du 20 décembre 1995, contenant le tarif douanier;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 36.254, du 23 juillet 1997, dans lequel a été publiée la Loi concernant la surveillance des casinos, salles de bingo et machines à sous;
- Journal officiel de la République du Venezuela n° 36.590, du 26 novembre 1998, dans lequel ont été publiées les Règles relatives à la possession, à l'utilisation et au transport de machines sur le territoire national. A également été publiée dans ce Journal officiel, la modification de l'article 21 du tarif douanier (Décret n° 989 du 20 décembre 1995) selon les modalités qui y sont énoncées.

Modalités d'application

6. Sans objet.

7. La Loi douanière organique dispose, conformément à l'article 86, que les marchandises doivent être conformes au régime douanier en vigueur à la date de leur entrée dans la zone primaire, l'importateur devant présenter toute la documentation requise. Les demandes de licences d'importation peuvent être déposées 21 jours ouvrables avant la date d'importation, ce qui correspond au délai minimal prescrit pour leur traitement, sans restriction quant à la période de l'année à laquelle elles peuvent être déposées. La Commission nationale des casinos est l'organisme administratif chargé d'évaluer les demandes de permis.

8. Lorsqu'une demande de permis est rejetée, les causes du rejet sont notifiées à l'importateur qui a un droit de recours ordinaire et judiciaire vis-à-vis de cette décision de l'administration, conformément aux dispositions de la Loi organique de procédure administrative.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toute personne, entreprise ou institution est habilitée à demander une licence d'importation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Le formulaire de demande de permis de la Commission des casinos doit comporter l'identité de la personne déposant la demande, la description de la marchandise, la valeur et le volume de l'importation, la position tarifaire et l'origine de la marchandise (voir l'annexe 7).

L'importateur doit, en outre, joindre à la demande de permis, un pouvoir authentifié par le représentant légal de l'entreprise, un exposé des raisons, un certificat de la dernière importation et les spécifications techniques des appareils, équipements ou machines qui doivent être importés.

11. Lors de l'importation effective, l'importateur doit présenter l'autorisation d'importation délivrée par la Commission nationale des casinos, salles de bingo et machines à sous.

12. Aucun droit n'est perçu pour la délivrance des permis.

13. Aucun versement de dépôt ou paiement préalable n'est exigé pour l'émission des permis d'importation.

14. Le permis d'importation a une validité de trois mois, qui peut être prolongée si l'importation n'a pas été réalisée pour des raisons indépendantes de la volonté de l'importateur.

15. Aucune sanction n'est prévue.

16. Les permis d'importation sont incessibles.

17. Sans objet.

Autres formalités

18. Non.

19. Au Venezuela, la monnaie fait l'objet d'une libre convertibilité. Aucune restriction n'est établie en matière d'accès des devises au marché.

VI. PERMIS D'IMPORTATION DE CHUTES DE TISSUS NEUVES PROVENANT DU SECTEUR DE LA CONFECTION

Description succincte des régimes

1. Permis du Ministère de la production et du commerce/Direction générale des secteurs industriels. Ce régime limite les importations de chutes de tissus neuves du secteur de la confection (sous-position tarifaire 6310.10.00.10), pour la récupération de fibres textiles pour l'effilochage, destinées à la fabrication de fils. Le permis d'importation est incessible et ne peut être utilisé que pour l'importation du volume autorisé, lequel doit arriver en une seule cargaison et par un seul bureau de douane.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Ce régime s'applique à la sous-position tarifaire 6310.10.00.10 (voir l'annexe 1).
3. Les licences d'importation sont délivrées sans discrimination quant au pays d'origine de la marchandise.
4. Ce régime a pour objet de garantir que la marchandise est utilisée exclusivement pour la récupération de fibres textiles pour l'effilochage, destinées à la fabrication de fils. Ni le volume ni la valeur des marchandises importées ne sont limités.
5. Le régime de licences d'importation est impératif. Le pouvoir exécutif est habilité à abroger le régime de licences sans l'autorisation du pouvoir législatif, ainsi qu'à déterminer les produits auxquels il s'applique. La réglementation établissant ce régime est la suivante:
 - Journal officiel de la République du Venezuela n° 5.039, édition spéciale du 9 février 1996, dans lequel a été publié le Décret n° 989 du 20 décembre 1995, contenant le tarif douanier;
 - Journal officiel de la République bolivarienne du Venezuela, n° 37.376, du 31 janvier 2002, dans lequel a été publiée la Résolution conjointe n° 855 du Ministère des finances et n° 977 du Ministère de la production et du commerce, portant modification partielle du Décret n° 989 du 20 décembre 1995 pour lequel le tarif douanier a été promulgué, conformément aux dispositions qui y sont énoncées.

Modalités d'application

6. Sans objet.
7. La Loi douanière organique dispose, conformément à l'article 86, que les marchandises doivent être conformes au régime douanier en vigueur à la date de leur entrée dans la zone primaire, l'importateur devant présenter toute la documentation requise. Les demandes de licences d'importation peuvent être déposées 21 jours ouvrables avant la date d'importation, ce qui correspond au délai minimal prescrit pour leur traitement, sans restriction quant à la période de l'année à laquelle elles peuvent être déposées. La Direction générale des secteurs industriels du Ministère de la production et du commerce est l'organisme administratif chargé d'examiner les demandes de licences d'importation.
8. Lorsqu'une demande de permis est rejetée, les causes du rejet sont notifiées à l'importateur qui a un droit de recours ordinaire et judiciaire vis-à-vis de cette décision de l'Administration, conformément aux dispositions de la Loi organique de procédures administratives.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toute personne, entreprise ou institution est habilitée à demander une licence d'importation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Sur le formulaire de demande de licences d'importation pour les chutes de tissus du secteur de la confection doivent être indiqués l'identité de l'importateur, le pays d'origine de la marchandise, le bureau de douane d'entrée, la désignation commerciale du produit, sa position tarifaire, l'unité, la quantité et le poids de la marchandise qui doit être importée (voir l'annexe 8).

L'importateur doit joindre à la demande de licence d'importation: une attestation ou autorisation, sur papier à entête de la société, munie du cachet approprié et dûment signée (Original) par le représentant légal, sur laquelle doit figurer le nom de la personne autorisée à faire les démarches pour obtenir la licence et la retirer; le compte-rendu de la dernière importation effectuée, avec indication du volume et de la valeur (joindre une copie des manifestes d'importation correspondants: formulaires A, B et C) et une facture pro forma.

Il est, en outre, demandé aux entreprises souhaitant obtenir une licence d'importation pour la première fois de présenter une copie de l'inscription de la société au registre du commerce et une déclaration sous serment notariée précisant à quel usage sont destinées les chutes de tissus provenant du secteur de la confection.

11. Lors de l'importation effective, l'importateur doit présenter la licence d'importation délivrée par la Direction générale des secteurs industriels du Ministère de la production et du commerce.

12. Les importateurs doivent s'acquitter d'un droit de timbre équivalant à 15 unités fiscales, conformément à l'article 10 de la Loi relative aux timbres fiscaux et à l'article 229 du Code des impôts.

13. Aucun versement de dépôt ou paiement préalable n'est exigé pour la délivrance des permis d'importation.

14. Les licences d'importation ont une validité de six mois et ne peuvent pas être prolongées.

15. Aucune sanction n'est prévue.

16. Les licences d'importation sont incessibles.

17. Sans objet.

Autres formalités

18. Non.

19. Au Venezuela, la monnaie fait l'objet d'une libre convertibilité. Aucune restriction n'est établie en matière d'accès des devises au marché.

ANNEXE 1

PRODUITS AUXQUELS S'APPLIQUENT LES LICENCES OU PERMIS D'IMPORTATION

Régime légal n° 2

**Permis du Ministère de l'agriculture et des terres (Direction de la commercialisation agricole),
permis du Ministère des finances (Commission nationale des casinos, salles de bingo et
machines à sous) et permis du Ministère de la production et du commerce
(Direction générale des secteurs industriels)**

	Code	Désignation
1	0401.10.00	D'une teneur en poids de matières grasses n'excédant pas 1 pour cent
2	0401.20.00	D'une teneur en poids de matières grasses excédant 1 pour cent mais n'excédant pas 6 pour cent
3	0401.30.00	D'une teneur en poids de matières grasses excédant 6 pour cent
4	0402.10.10	En emballages immédiats d'un contenu net n'excédant pas 2,5 kg
5	0402.10.90	Autres
6	0402.21.11	En emballages immédiats d'un contenu net n'excédant pas 2,5 kg
7	0402.21.19	Autres
8	0402.21.91	En emballages immédiats d'un contenu net n'excédant pas 2,5 kg
9	0402.21.99	Autres
10	0406.10.00	Fromages frais (non affinés), y compris le fromage de lactosérum, et caillebotte
11	0406.20.00	Fromages râpés ou en poudre, de tous types
12	0406.30.00	Fromages fondus, autres que râpés ou en poudre
13	0406.40.00	Fromages à pâte persillée
14	0406.90.10	D'une teneur en poids d'humidité n'excédant pas 36 pour cent
15	0406.90.20	D'une teneur en poids d'humidité excédant 36 pour cent mais n'excédant pas 46 pour cent
16	0406.90.30	D'une teneur en poids d'humidité excédant 46 pour cent mais n'excédant pas 55 pour cent
17	0406.90.90	Autres
18	1005.90.11	Maïs jaune doré
19	1007.00.90	Autre
20	1201.00.10	Destinées à l'ensemencement
21	1201.00.90	Autres
22	12.07.10.10	Destinées à l'ensemencement
23	1207.10.90	Autres
24	1207.20.10	Destinées à l'ensemencement
25	1207.20.90	Autres
26	1207.30.10	Destinées à l'ensemencement
27	1207.30.90	Autres
28	1207.40.10	Destinées à l'ensemencement
29	1207.40.90	Autres
30	1207.50.10	Destinées à l'ensemencement
31	1207.50.90	Autres
32	1207.60.10	Destinées à l'ensemencement
33	1207.60.90	Autres
34	1207.91.00	Graines d'œillette ou de pavot
35	1207.92.10	Destinées à l'ensemencement

	Code	Désignation
36	1207.92.90	Autres
37	1207.99.10	Destinées à l'ensemencement
38	1207.99.90	Autres
39	1507.10.00	Huile brute, même dégomée
40	1507.90.00	Autres
41	1510.00.00	Autres huiles d'olive
42	1511.10.00	Huile brute, même dégomée
43	1511.90.00	Autres
44	1512.11.00	Huiles brutes
45	1512.19.00	Autres
46	1512.21.00	Huile brute, même dépourvue de gossipol
47	1512.29.00	Autres
48	1513.11.00	Huile brute
49	1513.19.00	Autres
50	1513.21.10	De palmiste
51	1513.21.20	De babassu
52	1513.29.10	D'huile de palme
53	1513.29.20	De babassu
54	1515.11.00	Huile brute
55	1515.19.00	Autres
56	1515.21.00	Huile brute
57	1515.29.00	Autres
58	1515.30.00	Huile de ricin et ses fractions
59	1515.40.00	Huile de tung (d'abassin) et ses fractions
60	1515.50.00	Huile de sésame
61	1515.60.00	Huile de jojoba et ses fractions
62	1515.90.00	Autres
63	1518.00.10	Linoxène
64	1518.00.90	Autres
65	1701.11.10	Cassonade (en morceaux, en poudre)
66	1701.11.90.10	Contenant en poids, à l'état sec, un pourcentage de saccharose correspondant à une lecture au polarimètre supérieure à 99° et inférieure à 99,5°
67	1701.11.90.90	Autres
68	1701.91.00	Additionnés d'aromatisants ou de colorants
69	1701.99.00	Autres
70	2304.00.00	Tourteaux et autres résidus solides de l'extraction de l'huile d'arachide
1	9504.30.00.10	de chance, de pari et de hasard
2	9504.90.90.10	de chance, de pari et de hasard
1	6310.10.00.10	Fragments de l'industrie de la confection

Régime légal n° 3

**Permis du Ministère de la santé et du développement social (Direction de l'hygiène
des aliments et Direction des drogues, médicaments et cosmétiques)**

	Code	Désignation
1	0201.10.00	En carcasses ou demi-carcasses
2	0201.20.00	Autres morceaux non désossés
3	0201.30.00	Désossées
4	0202.10.00	En carcasses ou demi-carcasses
5	0202.20.00	Autres morceaux non désossés
6	0202.30.00	Désossées
7	0203.11.00	En carcasses ou demi-carcasses
8	0203.12.00	Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés
9	0203.19.00	Autres
10	0203.21.00	En carcasses ou demi-carcasses
11	0203.22.00	Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés
12	0203.29.00	Autres
13	0204.10.00	Carcasses et demi-carcasses d'agneau, fraîches ou réfrigérées
14	0204.21.00	En carcasses ou demi-carcasses
15	0204.22.00	En autres morceaux non désossés
16	0204.23.00	Désossées
17	0204.30.00	Carcasses et demi-carcasses d'agneau, congelées
18	0204.41.00	En carcasses ou demi-carcasses
19	0204.42.00	En autres morceaux non désossés
20	0204.43.00	Désossées
21	0204.50.00	Viandes des animaux de l'espèce caprine
22	0205.00.00	Viandes des animaux de l'espèce chevaline, asine ou mulassière fraîches, réfrigérées ou congelées
23	0206.10.00	De l'espèce bovine, frais ou réfrigérés
24	0206.21.00	Langues
25	0206.22.00	Foies
26	0206.29.00	Autres
27	0206.30.00	De l'espèce porcine, frais ou réfrigérés
28	0206.41.00	Foies
29	0206.49.00	Autres
30	0206.80.00	Autres, frais ou réfrigérés
31	0206.90.00	Autres, congelés
32	0207.11.00	Non découpés en morceaux, frais ou réfrigérés
33	0207.12.00	Non découpés en morceaux, congelés
34	0207.13.00	Morceaux et abats, frais ou réfrigérés
35	0207.14.00	Morceaux et abats, congelés
36	0207.24.00	Non découpés en morceaux, frais ou réfrigérés
37	0207.25.00	Non découpés en morceaux, congelés
38	0207.26.00	Morceaux et abats, frais ou réfrigérés
39	0207.27.00	Morceaux et abats, congelés
40	0207.32.00	Non découpés en morceaux, frais ou réfrigérés
41	0207.33.00	Non découpés en morceaux, congelés

	Code	Désignation
42	0207.34.00	Foies gras, frais ou réfrigérés
43	0207.35.00	Autres, frais ou réfrigérés
44	0207.36.00	Autres, congelés
45	0208.10.00	De lapins ou de lièvres
46	0208.20.00	Cuisses de grenouilles
47	0208.90.00	Autres
48	0209.00.10	Lard
49	0209.00.90	Autres
50	0210.11.00	Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés
51	0210.12.00	Poitrines (entrelardées) et leurs morceaux
52	0210.19.00	Autres
53	0210.20.00	Viandes de l'espèce bovine
54	0210.90.10	Farines et poudres comestibles de viandes ou d'abats
55	0210.90.90	Autres
56	0302.11.00	Truites
57	0302.12.00	Saumons du Pacifique
58	0302.19.00	Autres
59	0302.21.00	Flétans
60	0302.22.00	Plies ou carrelets (<i>Pleuronectes platessa</i>)
61	0302.23.00	Soles (<i>Solea</i> spp.)
62	0302.29.00	Autres
63	0302.31.00	Thons blancs ou germons (<i>Thunnus alalunga</i>)
64	0302.32.00	Thons à nageoires jaunes (<i>Thunnus albacares</i>)
65	0302.33.00	Listaos ou bonites à ventre rayé
66	0302.39.00	Autres
67	0302.40.00	Harengs (<i>Clupea harengus</i> , <i>Clupea pallasii</i>), à l'exclusion des foies, œufs et laitances
68	0302.50.00	Morues (<i>Gadus morhua</i> , <i>Gadus ogac</i> , <i>Gadus macrocephalus</i>), à l'exclusion des foies, œufs et laitances
69	0302.61.00	Sardines (<i>Sardina pilchardus</i> , <i>Sardinops</i> spp.), sardinelles (<i>Sardinella</i> spp.) sprats ou esprots (<i>Sprattus sprattus</i>)
70	0302.62.00	Églefins (<i>Melanogrammus aeglefinus</i>)
71	0302.63.00	Lieus noirs (<i>Pollachius virens</i>)
72	0302.64.00	Maquereaux (<i>Scomber scombrus</i> , <i>Scomber australasicus</i> , <i>Scomber japonicus</i>)
73	0302.65.00	Squales
74	0302.66.00	Anguilles (<i>Anguilla</i> spp.)
75	0302.69.00	Autres
76	0302.70.00	Foies, œufs et laitances
77	0303.10.00	Sel
78	0303.21.00	Truites
79	0303.22.00	Saumons de l'Atlantique (<i>Salmo salar</i>) et saumons du Danube (<i>Hucho hucho</i>)
80	0303.29.00	Autres
81	0303.31.00	Flétans (fletán) (<i>Reinhardtius hippoglossoides</i> , <i>Hippoglossus hippoglossus</i> , <i>Hippoglossus stenolepis</i>)
82	0303.32.00	Plies ou carrelets (<i>Pleuronectes platessa</i>)
83	0303.33.00	Soles (<i>Solea</i> spp.)
84	0303.39.00	Autres
85	0303.41.00	Thons blancs ou germons (<i>Thunnus alalunga</i>)

	Code	Désignation
86	0303.42.00	Thons à nageoires jaunes (rabiles) (<i>Thunnus albacares</i>)
87	0303.43.00	Listaos ou bonites à ventre rayé
88	0303.49.00	Autres
89	0303.50.00	Harengs (<i>Clupea harengus</i> , <i>Clupea pallasii</i>), à l'exclusion des foies, œufs et laitances
90	0303.60.00	Morues (<i>Gadus morhua</i> , <i>Gadus ogac</i> , <i>Gadus macrocephalus</i>), à l'exclusion des foies, œufs et laitances
91	0303.71.00	Sardines (<i>Sardina pilchardus</i> , <i>Sardinops</i> spp.), sardinelles (<i>Sardinella</i> spp.), sprats ou esprots (<i>Sprattus sprattus</i>)
92	0303.72.00	Églefins (<i>Melanogrammus aeglefinus</i>)
93	0303.73.00	Lieux noirs (<i>Pollachius virens</i>)
94	0303.74.00	Maquereaux (<i>Scomber scombrus</i> , <i>Scomber australasicus</i> , <i>Scomber japonicus</i>)
95	0303.75.00	Squales
96	0303.76.00	Anguilles (<i>Anguilla</i> spp.)
97	0303.77.00	Bars (loups) (<i>Dicentrarchus labrax</i> , <i>Dicentrarchus punctatus</i>)
98	0303.78.00	Merlus (<i>Merluccius</i> spp., <i>Urophycis</i> spp.)
99	0303.79.00	Autres
100	0303.80.00	Foies, œufs et laitances
101	0304.10.00	Frais ou réfrigérés
102	0304.20.00	Filets congelés
103	0304.90.00	Autres
104	0305.10.00	Farines, poudres et agglomérés sous forme de "pellets" de poisson, propres à l'alimentation humaine
105	0305.20.00	Foies, œufs et laitances, séchés, fumés, salés ou en saumure
106	0305.30.10	De morue (<i>Gadus morhua</i> , <i>Gadus ogac</i> , <i>Gadus macrocephalus</i>)
107	0305.30.90	Autres
108	0305.41.00	Saumons du Pacifique
109	0305.42.00	Harengs (<i>Clupea harengus</i> , <i>Clupea pallasii</i>)
110	0305.49.00	Autres
111	0305.51.00	Morues (<i>Gadus morhua</i> , <i>Gadus ogac</i> , <i>Gadus macrocephalus</i>)
112	0305.59.10	Nageoires de requins et autres squales
113	0305.59.20	Merlus (<i>Merluccius</i> spp., <i>Urophycis</i> spp.)
114	0305.59.90	Autres
115	0305.61.00	Harengs (<i>Clupea harengus</i> , <i>Clupea pallasii</i>)
116	0305.62.00	Morues (<i>Gadus morhua</i> , <i>Gadus ogac</i> , <i>Gadus macrocephalus</i>)
117	0305.63.00	Anchois (<i>Engraulis</i> spp.)
118	0305.69.00	Autres
119	0306.11.00	Langoustes (<i>Palinurus</i> spp., <i>Panulirus</i> spp., <i>Jasus</i> spp.)
120	0306.12.00	Homards (<i>Homarus</i> spp.)
121	0306.13.10	Crevettes bouquet (<i>Penaeus</i> spp.)
122	0306.13.90	Autres
123	0306.14.00	Crabes (excepto macrurus)
124	0306.19.00	Autres, y compris les farines, poudres et agglomérés sous forme de "pellets" de crustacés, propres à l'alimentation humaine
125	0306.21.00	Langoustes (<i>Palinurus</i> spp., <i>Panulirus</i> spp., <i>Jasus</i> spp.)
126	0306.22.00	Homards (<i>Homarus</i> spp.)
127	0306.23.19	Autres
128	0306.23.99	Autres

	Code	Désignation
129	0306.24.00	Crabes (excepto macruros)
130	0306.29.10	Farines, poudres et "pellets"
131	0306.29.90	Autres
132	0307.10.00	Huîtres
133	0307.21.00	Vivants, frais ou réfrigérés
134	0307.29.00	Autres
135	0307.31.00	Vivantes, fraîches ou réfrigérées
136	0307.39.00	Autres
137	0307.41.00	Vivants, frais ou réfrigérés
138	0307.49.00	Autres
139	0307.51.00	Vivants, frais ou réfrigérés
140	0307.59.00	Autres
141	0307.60.00	Escargots, autres que de mer
142	0307.91.10	Oursins
143	0307.91.90	Autres
144	0307.99.10	Oursins
145	0307.99.90	Autres
146	0402.10.10	En emballages immédiats d'un contenu net n'excédant pas 2,5 kg
147	0402.10.90	Autres
148	0402.21.11	En emballages immédiats d'un contenu net n'excédant pas 2,5 kg
149	0402.21.19	Autres
150	0402.21.91	En emballages immédiats d'un contenu net n'excédant pas 2,5 kg
151	0402.21.99	Autres
152	0402.29.11	En emballages immédiats d'un contenu net n'excédant pas 2,5 kg
153	0402.29.19	Autres
154	0402.29.91	En emballages immédiats d'un contenu net n'excédant pas 2,5 kg
155	0402.29.99	Autres
156	0504.00.10	Estomacs (mondongos)
157	0504.00.20	Boyaux
158	0504.00.30	Vessies
159	0510.00.10	Bile; glandes et autres substances d'origine animale utilisées pour la préparation de produits pharmaceutiques
160	1211.90.40	Paille de pavot
161	1302.11.10	Concentré de paille de pavot
162	1302.11.90	Autres
163	1701.11.10	Cassonade (panelle et sucre râpé)
164	1701.11.90.10	Contenant en poids, à l'état sec, un pourcentage de saccharose correspondant à une lecture au polarimètre supérieure à 99° et inférieure à 99,5°
165	1701.11.90.90	Autres
166	1701.12.00	De betterave
167	1701.91.00	Additionnés d'aromatisants ou de colorants
168	1701.99.00	Autres
169	2501.00.11	Sel de table
170	2501.00.12	Chlorure de sodium d'une pureté supérieure ou égale à 99,5 pour cent, même en solution aqueuse
171	2501.00.19	Autres
172	2524.00.10	Fibres

	Code	Désignation
173	2524.00.90	Autres
174	2829.90.90.10	Iodates de potassium
175	2903.51.10	Lindane (ISO) isomère gamma
176	2903.51.20	Isomères alpha, bêta, delta
177	2903.51.90	Autres
178	2903.59.10	Chlordane (ISO)
179	2903.59.20	Aldrine (ISO)
180	2903.62.10	Hexachlorobenzène
181	2903.62.20	DDT (1,1,1-trichloro-2,2-bis(p-chlorophényl) éthane)
182	2905.50.10	Ethchlorvynol (DCI)
183	2910.90.10	Dieldrine (ISO) (DCI)
184	2910.90.20	Endrine (ISO)
185	2916.20.10	Alétrine (ISO)
186	2916.20.20	Perméthrine (ISO) (DCI)
187	2918.90.10	2,4-D (ISO) (acide 2,4-dichlorophénoxyacétique)
188	2918.90.20	Esters du 2,4-D
189	2918.90.30	2,4,5-T (ISO) (acide 2,4,5-trichloro-phénoxyacétique)
190	2918.90.90.20	M.C.P.A. (ISO) (Acide méthyl-chloro-phénoxyacétique)
191	2918.90.90.30	Acide 2,4-dichloro-phénoxybutyrique
192	2919.00.20	Diméthyl-dichloro-vinyl-phosphate (DDVP)
193	2920.10.10	Parathion méthyl (ISO)
194	2920.10.20	Parathion éthyl
195	2920.10.90.10	Benzothiophosphate de o-éthyl-o-p-nitrophényle (EPN)
196	2921.49.10	Amfétamine (DCI)
197	2921.49.20	Benzfétamine (DCI), dexamfétamine (DCI), étilamfétamine (DCI) et fencamfamine (DCI)
198	2921.49.30	Léfétamine (DCI), lévamfétamine (DCI), méfénorex (DCI), phentermine (DCI)
199	2922.19.10	Dextropropoxifeno (DCI)
200	2922.30.10	Amfépramone (DCI)
201	2922.30.20	Méthadone (DCI)
202	2922.30.30	Norméthadone (DCI)
203	2922.49.50	Tilidine (DCI)
204	2922.50.30	2-Amino-1-(2,5-diméthoxy-4-méthyl)-phényl propane (STP, DOM)
205	2924.10.10	Méprobamate (DCI)
206	2924.10.90	Autres
207	2924.21.10	Diuron (ISO)
208	2924.29.30	Carbaryl (ISO), carbaryl (DCI)
209	2924.29.40	Propanil (ISO)
210	2924.29.50	Éthinamate (DCI)
211	2924.29.90.10	2'-Chloro-2', 6', diéthyl-N-(méthoxy-méthyl) acétanilide
212	2924.29.90.20	2'-Chloro-2', 6', diéthyl-N-(butoxyméthyl) acétanilide
213	2925.11.00.10	Saccharine (imide orthosulfobenzoïque)
214	2925.19.10	Glutéthimide (DCI)
215	2926.90.40	2-cyno-N-[(éthylamine)carbonyl]-2-(méthoxyamine) acétamide (cymoxanil)
216	2926.90.50	Ciperméthrine
217	2926.90.60	Fenproporex (DCI)

	Code	Désignation
218	2926.90.70	Méthadone intermédiaire (DCI) 4-cyano-2-diméthylamino-4, 4-diphénylbutane ou 2-diméthylamine-4, 4-diphényl-4-cyanobutane
219	2930.90.30	Malathion (ISO)
220	2931.00.30	Glyphosate (ISO) (N-(phosphonométhyl) glycine)
221	2932.99.10	Butoxyde de pipéronyle
222	2932.99.30	Tétrahydrocannabinol et ses isomères
223	2933.39.10	Bromazépam (DCI)
224	2933.39.20	Fentanyl (DCI)
225	2933.39.30	Péthidine (DCI)
226	2933.39.40	Intermédiaire A de la péthidine (DCI) (4-cyano-1-méthyl-4-phényl-pipéridine ou 1-méthyl-4-phényl-4-cyano-pipéridine)
227	2933.39.50	Alfentanil, aniléridine, bézitramide, difénoxine, diphénoxyate...
228	2933.40.10	Lévorphanol (DCI)
229	2933.51.10	Phénobarbital (DCI)
230	2933.51.20	Allobarbitol (DCI), amobarbitol (DCI), barbitol (DCI), butalbitol (DCI) et butobarbitol
231	2933.51.30	Cyclobarbitol (DCI), méthylphénobarbitol (DCI) et pentobarbitol (DCI)
232	2933.51.40	Secbutabarbitol (DCI), sécobarbitol (DCI) et vinylbitol (DCI)
233	2933.51.90.10	Thiopental sodium (DCI)
234	2933.59.10	Pipérazine (diéthylènediamine) et 2,5-diméthylpipérazine (diméthyl-2,5-diéthylènediamine)
235	2933.59.20	Méthaqualone (DCI)
236	2933.59.30	Loprazolam (DCI)
237	2933.59.40	Mécloqualone (DCI)
238	2933.59.50	Zipéprol (DCI)
239	2933.59.90.10 - - -	Hydroxyzine (DCI)
240	2933.69.00.10	Atriazine
241	2933.79.10	Clobazam (DCI)
242	2933.79.20	Méthypylone (DCI)
243	2933.79.90.10	- Primidone (DCI)
244	2933.90.10	Hexaméthylènetétramine (DCI), ses sels et dérivés
245	2933.90.20	Alprazolam (DCI)
246	2933.90.30	Diazépam (DCI)
247	2933.90.40	Lorazépam (DCI)
248	2933.90.50	Triazolam
249	2933.90.91	Camazépam (DCI), chlórdiazépoxide (DCI), clonazépam (DCI), clorazépate
250	2933.90.92	Flurazépam (DCI), halazépam (DCI), loflazépate d'éthyle (DCI), lormétazépam
251	2933.90.93	Nitrazépam (DCI), nordazépam (DCI), oxazépam (DCI), pinazépam
252	2934.90.10	Sultones et sultames
253	2934.90.20	Acide-6-aminopénicillanique
254	2934.90.30	Acides nucléiques et leurs sels
255	2934.90.40	Aminorex (DCI), brotizolam (DCI), clotiazépam (DCI), cloxazolam (DCI) et dextromoramide (DCI)
256	2934.90.50	Haloxazolam (DCI), kétazolam (DCI), mésocarb (DCI), oxazolam (DCI) et pémoline (DCI)
257	2934.90.60	Phendimétrazine (DCI), phenmétrazine (DCI) et sufentanil (DCI)
258	2935.00.00.10	Sulpiride (DCI)

	Code	Désignation
259	2939.10.11	Codéine
260	2939.10.12	Dihydrocodéine (DCI)
261	2939.10.19	Autres
262	2939.10.20	Héroïne
263	2939.10.30	Morphine
264	2939.10.40	Buprénorphine (DCI), éthylmorphine, étorphine (DCI), hydrocodone (DCI), hydromorphone (DCI)
265	2939.10.50	Nicomorphine (DCI), oxycodone (DCI), oxymorphone (DCI), pholcodine (DCI), thébacone (DCI) et thébaïne
266	2939.10.60	Concentrés de paille de pavot
267	2939.10.90.10	Papavérine
268	2939.10.90.90	Autres
269	2939.21.10	Quinine
270	2939.21.20	Sels
271	2939.29.00	Autres
272	2939.30.00	Caféine et ses sels
273	2939.41.00	Ephédrine et ses sels
274	2939.42.00	Pseudoéphédrine (DCI) et ses sels
275	2939.49	Autres
276	2939.49.10	Cathine (DCI)
277	2939.49.90	Autres
278	2939.50.10	Fénétylline (DCI)
279	2939.50.90	Autres
280	2939.61.00	Ergométrine (DCI) et ses sels
281	2939.62.00	Ergotamine (DCI) et ses sels
282	2939.63.00	Acide lysergique et ses sels
283	2939.69.00	Autres
284	2939.70.00	Nicotine et ses sels
285	2939.90.10	Scopolamine (DCI), ses sels et ses dérivés
286	2939.90.21	Cocaïne
287	2939.90.22	Ecgonine
288	2939.90.29	Autres
289	2939.90.30	Emétine (DCI), ses sels et ses dérivés
290	2939.90.91	Lévométamfetamine
291	2939.90.92	Métamfetamine (DCI)
292	2939.90.93	Racémate de métamphétamine
293	2939.90.99	Autres
294	3003.10.00	Contenant des pénicillines ou des dérivés de ces produits, à structure d'acide pénicillanique, ou des streptomycines ou des dérivés de ces produits
295	3003.20.00	Contenant d'autres antibiotiques
296	3003.31.00	Contenant de l'insuline
297	3003.39.00	Autres
298	3003.40.00	Contenant des alcaloïdes ou leurs dérivés, mais ne contenant ni hormones, ni autres produits du n° 29.37, ni antibiotiques
299	3003.90.00	Autres
300	3824.90.91	Maneb, zineb, propineb, mancozeb
301	5604.90.10	Imitations de catgut

Régime légal n° 4**Permis du Ministère de la production et du commerce (Direction générale des chaînes industrielles, Vice-Ministère de l'industrie)**

	Code	Désignation
1	2806.10.00	Chlorure d'hydrogène (acide chlorhydrique)
2	2807.00.10	Acide sulfurique
3	2814.10.00	Ammoniac anhydre
4	2814.20.00	Ammoniac en solution aqueuse
5	2836.20.00	Carbonate de disodium
6	2836.30.00	Hydrogénocarbonate (bicarbonate) de sodium
7	2836.50.00	Carbonate de calcium
8	2836.91.00	Carbonates de lithium
9	2836.92.00	Carbonate de strontium
10	2836.99.20	Carbonate de zinc
11	2836.99.30	Carbonate de cobalt
12	2836.99.40	Carbonate de nickel
13	2836.99.50	Carbonate de manganèse.
14	2836.99.60	Sesquicarbonate de sodium
15	2841.61.00	Permanganate de potassium
16	2902.30.00	Toluène
17	2909.11.00	Éther diéthylique (oxyde de diéthyle)
18	2914.11.00	Acétone
19	2914.12.00	Butanone (méthyléthylcétone)
20	2914.13.00	4-méthylpentane-2-one (méthylisobutylcétone)
21	2915.24.00	Anhydride acétique
22	2915.31.00	Acétate d'éthyle
23	2916.34.00	Acide phénylacétique et ses sels

Régime légal n° 7

Permis du Ministère de la défense (Direction de l'armement, Division des explosifs)

	Code	Désignation
1	2804.70.10	Phosphore rouge ou amorphe
2	2804.70.90	Autres
3	2807.00.10	Acide sulfurique
4	2808.00.00.10	Acide nitrique
5	2829.11.00	de sodium
6	2829.19.10	de potassium
7	2829.19.90	Autres
8	2829.90.10	Perchlorates
9	2834.10.00	Nitrites
10	2834.21.00	de potassium
11	2834.22.00	de bismuth
12	2834.29.10	de magnésium
13	2834.29.90	Autres
14	2838.00.00.10	Fulminates de mercure
15	2841.61.00	Permanganate de potassium
16	2843.21.00	Nitrate d'argent
17	2850.00.00.10	Nitruide de plomb
18	2902.20.00	Benzène
19	2902.30.00	Toluène
20	2904.20.10	Dinitrotoluène
21	2904.20.20	Trinitrotoluène (TNT)
22	2904.20.30	Trinitrobutylmétaxylène et dinitrobutylparacymène
23	2904.20.40	Nitrobenzène
24	2904.20.90	Autres
25	2904.90.00	Autres
26	2920.90.10	Nitroglycérine (nitroglycérol)
27	2920.90.20	Pentrite (tétranitropentaérythritol)
28	2921.42.90.10	N-méthyl-N,2,4,6-tétranitromonométhylaniline (tétryl)
29	2921.45.00	1-Naphtylamine (alpha-naphtylamine), 2-naphtylamine (bêta-naphtylamine) et leurs dérivés sels de ces produits
30	3102.30.00	Nitrate d'ammonium
31	3102.50.00	Nitrate de sodium
32	3601.00.00	Poudres propulsives
33	3602.00.11	Dynamites
34	3602.00.19	Autres
35	3602.00.20	À base de nitrate d'ammonium
36	3602.00.90	Autres
37	3603.00.10	Mèches du sûreté
38	3603.00.20	Cordeaux détonants
39	3603.00.30	Amorces
40	3603.00.40	Capsules fulminantes
41	3603.00.50	Allumeurs
42	3603.00.60	Détonateurs électriques

	Code	Désignation
43	3912.20.10	Collodions et autres solutions et dispersions (émulsions et suspensions)
44	3912.20.90	Autres
45	7603.10.00	Poudres à structure non lamellaire
46	7603.20.00	Poudres à structure lamellaire; paillettes
47	8710.00.00	Chars
48	8906.00.10	Navires de guerre
49	9301.00.00	Armes de guerre
50	9305.90.10	des armes de guerre
51	9306.90.11	pour armes de guerre

Régime légal n° 9

Permis du Ministère de la défense (auparavant Permis du Ministère des affaires intérieures)

	Code	Désignation
52	3604.10.00	Articles pour feux d'artifice
53	3604.90.00	Autres
54	9302.00.00	Revolvers et pistolets
55	9303.10.00	Armes à feu ne pouvant être chargées que par le canon
56	9303.20.00	Autres fusils et carabines de chasse ou de tir sportif comportant au moins un canon lisse
57	9303.30.00	Autres fusils et carabines de chasse ou de tir sportif
58	9303.90.00	Autres
59	9304.00.10	À air comprimé
60	9304.00.90	Autres
61	9305.10.00	De revolver ou pistolet
62	9305.21.00	Canons lisses
63	9305.29.00	Autres
64	9306.10.10	Cartouches
65	9306.10.90	Parties
66	9306.21.00	Cartouches
67	9306.29.10	Plombs
68	9306.29.90	Parties
69	9306.30.10	Cartouches
70	9306.30.90	Parties
71	9306.90.12	Harpons pour lance-harpons
72	9306.90.19	Autres
73	9306.90.90	Parties
74	9307.00.00	Sabres, épées, lances

Régime légal n° 10

**Permis du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles
(Direction de la qualité de l'air)**

	Code	Désignation
1	2620.11.00	Mattes de galvanisation.
2	2620.19.00	Autres
3	2620.20.00	Contenant principalement du plomb
4	2620.30.00	Contenant principalement du cuivre
5	2620.40.00	Contenant principalement de l'aluminium
6	2620.50.00	Contenant principalement du vanadium
7	2620.90.00	Autres
8	2621.00.00	Autres scories et cendres
9	2841.20.00	Chromates de zinc ou de plomb
10	2841.30.00	Dichromate de sodium
11	2841.40.00	Dichromate de potassium
12	2841.50.00.10	Dichromate de thallium
13	2841.50.00.20	Chromate de sodium
14	2841.50.00.30	Chromate de potassium
15	2844.40.00.10	Résidus radioactifs
16	2903.14.00	Tétrachlorure de carbone
17	2903.19.10	Trichloro-1,1,1 éthane (méthylchloroforme)
18	2903.41.00	Trichlorofluorométhane
19	2903.42.00	Dichlorodifluorométhane
20	2903.43.00	Trichlorotrifluoroéthanes
21	2903.44.00	Dichlorotétrafluoroéthanes et chloropentafluoroéthane
22	2903.45.10	Chlorotrifluorométhane
23	2903.45.20	Pentachlorofluoroéthane
24	2903.45.30	Tétrachlorodifluoroéthanes
25	2903.45.41	Heptachlorofluoropropanes
26	2903.45.42	Hexachlorodifluoropropanes
27	2903.45.43	Pentachlorotrifluoropropanes
28	2903.45.44	Tétrachlorotétrafluoropropanes
29	2903.45.45	Trichloropentafluoropropanes
30	2903.45.46	Dichlorohexafluoropropanes
31	2903.45.47	Chloroheptafluoropropanes
32	2903.45.90	Autres
33	2903.46.00	Bromochlorodifluorométhane, bromotrifluorométhane et dibromotétrafluoroéthanes
34	2903.47.00	Autres dérivés perhalogénés
35	2903.49.10	Dérivés du méthane, éthane ou propane, halogénés uniquement avec du fluor et du chlore
36	2903.49.20	Dérivés du méthane, éthane ou propane, halogénés uniquement avec du fluor et du brome
37	2903.49.90	Autres
38	3813.00.00.11	Constituées de dérivés halogénés d'hydrocarbures acycliques contenant au moins deux halogènes différents
39	3824.71.00	Contenant des hydrocarbures acycliques perhalogénés uniquement avec du fluor et du chlore

	Code	Désignation
40	3824.79.00	Autres
41	3824.90.99.40	Polychlorodiphényles et terphényles polyhalogénés
42	7503.00.00	Déchets et débris de nickel
43	7802.00.00	Déchets et débris de plomb
44	7902.00.00	Déchets et débris de zinc
45	8105.10.20	Déchets et débris
46	8107.10.20	Déchets et débris
47	8108.10.20	Déchets et débris
48	8109.10.20	Déchets et débris
49	8110.00.12	Déchets et débris
50	8111.00.12	Déchets et débris
51	8112.11.20	Déchets et débris
52	8112.20.20	Déchets et débris
53	8112.30.20	Déchets et débris
54	8112.40.20	Déchets et débris
55	8112.91.20	Déchets et débris
56	8424.10.00.10	Chargés de produits constitués de dérivés halogénés d'hydrocarbures acycliques contenant au moins deux halogènes
57	8548.10.00	Déchets et débris de piles, de batteries de piles et d'accumulateurs électriques: piles et batteries de piles

Réalisé par la Direction de l'Administration du commerce extérieur du Ministère de la production et du commerce.